

Port de Longoni: La SMART bloque l'activité de la compagnie CMA CGM



Le port de Mayotte est entré dans une nouvelle phase de turbulences. Le blocage n'est pas total mais ne vise qu'une compagnie, celle qui assure l'écrasante majorité du trafic portuaire. Une réunion a été organisée à la préfecture ce dimanche.

Page 2

Initiative

Vagabond Lab: un centre de danse et de réussite scolaire embarque des jeunes vers un projet de vie



Page 3

Environnement

2.000 arbres à planter: Mamoudzou veut changer son paysage



Page 5



Votre portail captif par



Alter 6.com
Alternative System



Votre partenaire
informatique
à Mayotte

Economie / Social

Port de Longoni: La SMART bloque l'activité de la compagnie CMA CGM



Les grues et les matériels de MCG sur le port de Longoni

Le port de Mayotte est entré dans une nouvelle phase de turbulences. Le blocage n'est pas total mais ne vise qu'une compagnie, celle qui assure l'écrasante majorité du trafic portuaire. Une réunion a été organisée à la préfecture ce dimanche.

Les blocages du port de Longoni sont si fréquents que l'on y prête bien moins d'attention, à condition de ne pas travailler dans une entreprise ou un service qui dépend des livraisons et risque des ruptures de stock. A condition encore de ne pas gérer la pharmacie du CHM où des réunions de crises sont alors organisées, en lien avec l'ARS et la préfecture, pour éviter tout manque essentiel au bon

fonctionnement de l'hôpital.

Ces blocages sont fréquents depuis qu'un conflit oppose deux entreprises qui travaillent dans l'enceinte portuaire. Et pourtant, cette fois-ci, il y a de l'innovation, ce qui n'a rien de particulièrement réjouissant. Depuis jeudi, les salariés de la SMART, qui s'occupent du chargement et du déchargement des containers des cargos, ont décidé de bloquer le quai N°2, celui qui accueille les plus gros navires. L'objectif: empêcher la société concurrente, Mayotte Channel Gateway (MCG), de travailler sur les navires de la compagnie CMA CGM.

Sur ce quai, un navire de la compagnie, bloqué jeudi, est finale-

ment reparti vendredi soir, peu après 21 heures, après constats d'huissiers. Il a bien été déchargé mais il n'a pas pu être lesté des containers qui devaient quitter Mayotte. Ils sont restés à quai et le bateau est donc parti de notre île bien plus vide que prévu.

Le contrat de la discorde

La genèse de cette nouvelle crise se trouve dans la signature d'un contrat par le siège marseillais de la CMA CGM avec MCG. Jusqu'à ces derniers mois, la SMART avait le monopole de la manutention et n'avait pas de contrats formels avec les compagnies maritimes. Desservir le port de Longoni, c'était travailler avec elle. Mais depuis que MCG, qui a obtenu la délégation de service public (DSP) pour gérer l'infrastructure portuaire, a décidé de faire également une activité de manutention, les deux sociétés sont, de fait, en concurrence. Et le siège de CMA CGM a signé un contrat avec l'une d'elles pour normaliser son activité mahoraise et ainsi établir clairement les responsabilités dans le travail des uns et des autres.

Le problème pour la SMART est que CMA CGM a signé la manutention de ses containers avec MCG. Et comme la compagnie représente entre 10 et 14 rotations de navires par mois, contre 1 à 2 pour MSC, l'autre compagnie à desservir le port, la SMART perd, de fait, l'essentiel de son activité.

La MSC prise en charge

En bloquant le quai N°2, c'est donc le principal acteur du trafic maritime de Mayotte qui se retrouve dans l'impossibilité de

travailler. Son concurrent MSC a pu, lui, faire entrer un bateau qui a été déchargé ce dimanche par les salariés de la SMART.

Combien de temps cette situation peut-elle durer ? «Aussi longtemps que nous n'aurons pas trouvé de solutions et que le préfet ne viendra pas débloquent la situation», indique la CFDT, mobilisée dans cette action au même titre que la CGT Ma.

Quel apaisement ?

La CMA CGM a dérouté un bateau vendredi car il n'appartenait pas en propre à la compagnie et le risque d'un blocage était trop grand et trop coûteux. Mais ce mercredi 20 janvier, un nouveau porte-conteneur CMA CGM doit arriver à Mayotte. La question va donc se poser de sa prise en charge.

Ce dimanche matin, le préfet de Mayotte Seymour Morsy a rencontré, «entre autres» les représentants de MCG. «Quels que soient les sujets, je cherche toujours à concilier les points de vues», a-t-il fait savoir au JDM. De son côté, la société MCG n'a pas souhaité communiquer sur le contenu des échanges.

Le conseil départemental, enfin, est lui resté silencieux depuis le début de ces nouvelles tensions.

La question est à présent de savoir si la situation sera à nouveau un peu apaisée d'ici à mercredi.

RR



Initiative

Vagabond Lab: un centre de danse et de réussite scolaire embarque des jeunes vers un projet de vie



Le démarrage de la toute première session du Vagabond Lab de Mayotte avec les techniques de base

Une expérience inédite à Mayotte a démarré hier à Dombéni. L'association Hip-Hop Evolution et le «Vagabond crew» de métropole créent un centre de formation hip-hop: dépassement de soi, cultures de la tolérance et du travail, sans oublier réussite scolaire et implication des familles.

Ils sont presque une trentaine assis, à écouter attentivement celui qui est bien plus qu'un prof, un modèle. Tous âgés entre 10 et 15 ans, ils sont les danseurs mahorais présélectionnés pour intégrer le «Vagabond Lab» de Mayotte, le premier centre de danse et de réussite scolaire mis en place dans le département. Hier samedi à Dombéni, Mohamed Berlabi, l'animateur des sessions, réunissait le groupe pour lancer l'expérience.

Bien sûr, avec ses nombreux titres en France, au Royaume-Uni et surtout un palmarès impressionnant de multiple champion du monde de breakdance, le fondateur du Vagabond Crew sait qu'il impose le respect. Mais face aux jeunes, il faut tout de même poser les règles et les enjeux du Lab que ces Mahorais intègrent pour 3 ans: autonomie, respect, partage, tolérance et travail.

«Avoir en face d'eux quelqu'un qui un palmarès, ça facilite les choses, ils sont à l'écoute. Mais ce qu'on attend d'eux, c'est qu'ils soient aussi acteurs, qu'ils construisent leur projet pour réussir», explique Mohamed Berlabi.

Vagabond Lab est en effet bien plus qu'un centre de formation hip-hop. «C'est un projet global avec bien

sûr la danse mais aussi au cœur, la réussite scolaire et l'implication des familles», explique Sophie Huvet de Hip-Hop Evolution qui travaille sur l'initiative depuis plus d'un an.

Force mentale

Pendant les 3 années du dispositif, ces jeunes vont participer à des sessions de 7 jours à chaque vacances scolaires, qui consistent en une immersion totale dans le Lab, ce qui signifie danser, manger, dormir, bref vivre ensemble durant une semaine complète. Pendant ces sessions, ils vont apprendre à maîtriser les techniques, les mouvements et corriger les mauvais réflexes acquis à danser dans la rue. Bref, devenir de véritables danseurs hip-hop de haut niveau.

«Ceux qui vont y arriver, ce ne sont pas les plus forts physiquement ou dans la danse mais ceux qui seront forts dans leur tête». La phrase de Mohamed Berlabi a été entendue sans que ces jeunes réalisent pleinement ce qu'elle signifie. Ils vont en effet devoir tenir le choc d'une dizaine d'heures de danse chaque jour et plus encore d'une discipline sans faille, qui commence par la ponctualité.

Mais au-delà de la danse, le Vagabond Lab va suivre le parcours scolaire des jeunes. Sophie Huvet a d'ailleurs récupéré les bulletins des danseurs pour mieux pouvoir les accompagner. «On suit l'évolution des moyennes. Si ça chute, on regarde les difficultés et on essaie de trouver des solutions. En tout cas, il faut qu'ils comprennent qu'un très petit pourcentage de gens peuvent gagner leur vie avec la danse. Donc, l'école c'est essentiel et il ne faut pas que la danse prenne toute la place», relève Mohamed Berlabi.

Avec le lab, les familles sont aussi

impliquées pour qu'elles suivent le parcours de leur enfant au sein de l'expérience et que les valeurs acquises au sein du centre soient mises en pratique dans la vie quotidienne. Elles seront aussi l'interlocuteur privilégié si, d'aventure, ça ne se passe pas bien avec un jeune.

Apprendre à construire

«C'est un groupe évolutif. On va regarder leur parcours sur des critères de danse, de comportement, leur engagement avec leur famille et l'évolution de leur réussite scolaire. En fonction de tout ça, tous n'iront pas au bout», explique Sophie Huvet qui sait que ce projet peut donner de beaux résultats. Un premier Lab de ce type a été mis en place par Vagabond en Languedoc Roussillon, il y a deux ans. «Tous les gamins sont dans des projets. Ils arrivent avec beaucoup plus de facilité à parler, à construire, à se projeter. Ça prend du temps mais ceux qui vont au bout, même si c'est pas facile, ils nous remercient à la fin», raconte Mohamed Berlabi, qui trouve avec ce lab, une nouvelle façon de transmettre la danse Hip-Hop et ses valeurs.

Après un démarrage à Dembéné, Hip-Hop évolution est en discussion avec la mairie de Mtsangamouji pour la mise à disposition du gîte de Mliha, rénové par un chantier école ODF. Ce pourrait donc être l'endroit qui va accueillir les sessions des vacances scolaires mais aussi celles prévues durant certains week-end.

«Le souhait, c'est de voir l'un d'entre vous remporter le championnat du monde. Là, vous êtes 30. Dans deux ans, vous ne serez peut-être plus que 10 ou 15 mais vous serez des soldats. On va y arriver!»

RR

Economie

Vie chère : les prix ont légèrement baissé en 2015 à Mayotte

Évolution en glissement annuel



Lecture : en décembre 2015 à Mayotte, les prix baissent de 0,3 % par rapport à décembre 2014 ; ils augmentent de 0,2 % en France.
Source : Insee, Indices des prix à la consommation.

Évolution des prix à Mayotte sur un an en glissement annuel en décembre 2015

Un léger recul des prix à la consommation sur une année dans notre département. De mémoire de statisticien, l'événement est exceptionnel.

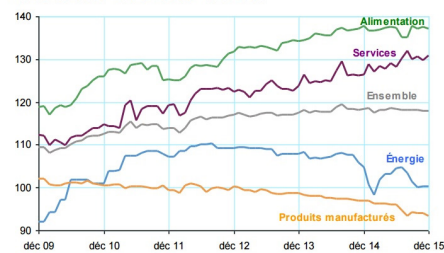
Les prix à Mayotte auront fini l'année 2015 sur un recul de 0,3%. Le mois de décembre s'est soldé par une augmentation très légère de 0,1% permettant ce bon résultat.

Cette hausse s'explique par l'augmentation des tarifs des services et de l'énergie, atténuée par la baisse des prix des produits manufacturés et de l'alimentation.

Dans le détail, les prix des services augmentent de 0,8% en décembre après l'application des tarifs de haute saison dans les transports aériens. Sur un an, les prix des services sont en hausse de 3,4% (+1,1% en France).

Les prix de l'énergie augmentent de 0,2% en décembre portés par la hausse du prix de la bouteille de gaz (+1€ la bouteille). Sur un an, les prix de l'énergie reculent de 4,1% (- 4,7% en France).

Indice de base 100 en décembre 2006



Source : Insee, Indices des prix à la consommation.

Evolution des prix sur un an à Mayotte par poste

Les prix des produits manufacturés baissent en décembre (-0,7%) suite au recul des prix de l'habillement et des chaussures (-1,4%) et du matériel audiovisuel, photo et informatique (-1%). Sur un an, les prix des produits manufacturés diminuent de 3,8% (-0,3% en France).

Les prix des produits alimentaires diminuent de 0,3% en décembre, entraînés par les prix des viandes et volailles (-1,5%). À l'inverse, les prix des produits frais et céréaliers augmentent (+0,5% et +0,3%).

Sur un an, les prix des produits alimentaires baissent de 0,4% à Mayotte (+0,6% en France).

Le prix du tabac est stable en décembre.

Environnement

2.000 arbres à planter: Mamoudzou veut changer son paysage



Winston Attoumani va planter avec les jeunes et les membres de l'association pas moins de 254 arbres

Mamoudzou lance une grande opération de revégétalisation de ses villages et des axes de circulation. Alors que plus de 2.000 arbres vont être plantés, la mairie organise mardi après-midi une réunion publique sur son plan paysage.

Le village de Vahibé a été le premier ce vendredi après-midi à recevoir une bonne centaine de plants d'arbres et d'arbustes. D'autres encore sont attendus demain pour une grande opération de plantation prévue à partir de dimanche : 24 bougainvilliers, 30 arbres à pain, 30 Jacquiers, des ficus, pommiers de cythère, avocatiers, manguiers, litchis, durandas... Au total, 254 plants qui vont être disséminés dans le village.

«Les arbres à fleurs sont pour

l'école et les abords de la route nationale et les fruitiers... en peu partout!» se félicite Winston Attoumani, le président de l'association Vahibé Nature environnement, qui pilote l'opération. La structure a été créée il y a à peine deux mois, et elle a de belles ambitions pour le village. «On est loin de Mamoudzou et pourtant, il y a tellement de choses à faire ici. Il faut qu'on se réveille, qu'on prenne les choses en main. Et pour ça, il faut juste du courage et de la volonté et bass !»

Des fleurs et des fruits

Il faut aussi tout de même l'appui de la mairie qui fournit les plans car cette opération s'inscrit dans un plan de revégétalisation de l'ensemble de la commune de Mamoudzou. Tout au long de ce mois de janvier, les deux Tsound-

LE JDM



zou, Doujani, Mtsapéré et Kawéni vont aussi recevoir des centaines d'arbres, suivis en mars par Mgom-bani, Passamainty et Cavani. Durant ce trimestre, ce sont 2.050 arbres qui seront plantés. A chaque fois, ce sont les associations locales qui organisent l'action.

Réunion publique du «plan paysage»

Par exemple, sur la rocade de Mtsapéré, le paysage va s'enrichir de jacarandas, d'albizias, d'ylangs ou de flamboyants, pendant que les abords du rond-point de Jumbo seront plantés de bougainvilliers, de lauriers ou d'hibiscus.

La Ville de Mamoudzou souligne que ce travail engagé avec les associations villageoises à de multiples objectifs en plus d'une simple re-plantation : «accroître la couverture végétale, créer les conditions climatiques pour la détente et la marche et, par ailleurs, améliorer le cadre paysager de la commune.» C'est aussi une mesure qui «participe à l'atténuation des effets du réchauffement climatique», insiste Sidi Moukou Hamada, de la direction du développement durable, à la tête du plan.

Hasard du calendrier, le lancement de cette opération de revégétalisation tombe à quelques jours d'une réunion publique consacrée au «plan paysage» de Mamoudzou. Mardi prochain, le 19 janvier à 15h à la Mairie, la ville veut instaurer «un échange constructif autour des objectifs de qualité paysagère de notre territoire».

Social et environnement

Ce plan paysage est organisé sur 3 phases. Un diagnostic des en-


jeux, la définition d'un «cadre de l'évolution des paysages sur le territoire communal de Mamoudzou» puis une 3e et dernière phase faite d'une mise en œuvre concrète des objectifs.

En attendant un plan d'ensemble, à Vahibé, on se prépare à planter... Et pas n'importe comment. Pour établir la liste de plants demandés à la mairie, des pépiniéristes sont venus aider l'association à réaliser un plan précis des plantations dans le village, autour du stade ou le long de la nationale.

Et pour l'association, cette action n'est qu'un début. Son président promet une grande action pour nettoyer la rivière avant «une opération commando» pour débarrasser les rues des déchets. Il sait aussi que ces journées permettent de mobiliser les jeunes sur des actions positives. Le social et l'environnement, liés pour le bien du village.

RR

LE JDM



- ☒ Contenus originaux
- ☒ PDF Hebdomadaire
- ☒ Accès aux archives
- ☒ Module de recherche

Environnement

Naturalistes de Mayotte : toujours plus d'actions et de propositions pour 2016



Michel Charpentier à la tête d'une association sur tous les fronts

Un riche bilan pour 2015 et de nombreux dossiers pour 2016. L'association des Naturalistes de Mayotte commence la nouvelle année sur tous les fronts environnementaux, culturels et sociaux au service du département.

Plus de 300 sorties, 980 adhérents, plus de 10.000 scolaires sensibilisés aux questions environnementales... Une année ne peut pas se résumer à quelques chiffres mais ceux du bilan 2015 des Naturalistes de Mayotte en disent tout de même beaucoup sur la place qu'occupe aujourd'hui l'association dans notre département. Elle a été créée en 1999, et continue de se développer dans de nombreuses directions : connaissance, protection et valorisation du patrimoine aussi bien naturel que culturel du département.

Elle a publié cette semaine un long dossier alors que la période est propice aux bilans.

Ce n'est pas sur le volet purement environnemental qu'elle est la plus visible. Et pourtant, avec des suivis faunistiques et floris-

tiques, des études et des conseils, et l'implication dans la revégétalisation d'espaces dégradés, l'association est au travail. Ainsi, les Naturalistes interviennent par exemple dans la restauration et la mise en conservation d'un massif naturel de forêt sèche de 2 hectares ou encore la replantation d'une partie de la carrière de Koungou (ETPC) avec des espèces d'arbres et d'arbustes indigènes de Mayotte.

La gestion de l'îlot Mbouzi

Ce sont surtout ses rôles auprès du grand public qui font parler d'elle. Elle poursuit ses publications de revues, guides et ouvrages comme le nouveau mini-guide consacré aux reptiles et amphibiens de Mayotte sorti en 2015. Conférences, randonnées, bivouacs, visites de sites historiques, sorties en mer, journées traditionnelles, impossible d'être exhaustif en quelques lignes... D'autant que les Naturalistes vont également dans les îles voisines avec des voyages organisés à Anjouan, en Grande Comores et à Madagascar pour faire découvrir ces îles voisines.

De nombreuses animations sont également mises en place et souvent reconduites, augmentant les rendez-vous chaque année. C'est le cas sur l'îlot Mbouzi, la seule réserve nationale à Mayotte dont l'association assure la gestion. Elle mène aussi un travail sur notre consommation d'énergie à travers l'Espace info énergie (EIE) dont les agents ont fait un tour des villages pour présenter les dispositifs d'isolation des habitations ou encore les comportements écoresponsables.

Elle assure aussi des accueils col-

lectifs de mineurs (VVV), en partenariat avec la Caisse d'allocations familiales et la Politique de la ville, pour promouvoir auprès des jeunes en difficultés ou fragilisés, un accès à des activités en lien avec la nature, le patrimoine, le civisme, le sport et les loisirs. L'an dernier, deux camps itinérants ont été organisés.

Une année 2016 prometteuse

Du côté du patrimoine, en plus de sa participation aux Journées européennes du patrimoine et à de nombreuses visites, l'association est associée à des campagnes de fouilles archéologiques comme à Dembéni, présenté comme «l'un des sites archéologiques majeurs du sud-ouest de l'océan-Indien». Une nouvelle campagne de fouilles sera ouverte en juillet et août 2016 pour continuer d'explorer ce site particulièrement prometteur.

Car, tout au long de l'année 2016, les Naturalistes devraient, à nouveau, faire parler d'eux, en jouant un rôle actif dans de nombreux débats qui agitent Mayotte, en prenant position sur de nombreuses questions.

Face à la déforestation qui se poursuit à un rythme rapide, aux multiples braconnages ou aux pollutions des rivières et du lagon, les Naturalistes proposent ainsi d'augmenter les surfaces d'aires protégées en créant des espaces naturels protégés à Saziley et sur les reliquats de forêts primaire. Ils veulent aussi renforcer les moyens de prévention, de surveillance et de répression des atteintes à l'environnement en demandant d'avantages de moyens pour la Brigade Nature et en mobilisant le système judiciaire pour le suivi des

plaintes.

L'enjeu de la 2e ligne haute-tension

Dans nos villes, ils se positionnent sur une réflexion sur les modes de déplacement en demandant la «priorité absolue à la mise en place de transports publics», la création de parkings aux alentours de la ville de Mamoudzou ou en incitant les usagers à faire du covoiturage.

Quelques uns des projets qu'ils suivent devrait également aboutir cette année. A Bouéni, un arboretum devrait être créé sur le site du futur collège. Ils comptent voir aboutir des études et faire des propositions pour une gestion conservatrice du Héron Gardebœuf sur l'aéroport de Mayotte.

Du recensement participatif des arbres remarquables de Mayotte à une étude sur le tracé de la future ligne à haute-tension Longoni-Sada pour en limiter l'impact sur une biodiversité déjà fragilisée, les Naturalistes sont plus que jamais attendus cette année, avec une responsabilité particulière sur de nombreux sujets que leur irrésistible développement leur impose.

RR

Le Journal de Mayotte
www.lejournaldemayotte.com

Edité par la SARL BARA au capital de 400 euros

-
CPPAP : 0516Y92314
I.S.S.N. : 2416-9714

-
Directeur de publication: Rémi Rozié

-
Contact commercial :
07.85.05.96.59.

Océan Indien

L'État malgache veut récupérer les anciens domaines coloniaux



Les petits agriculteurs qui exploitent ces terres parfois depuis des décennies pourraient en devenir les propriétaires

On estime leur surface à près de deux millions d'hectares. D'immenses parcelles de terre seraient sans propriétaires à Madagascar depuis plus de 50 ans, abandonnées au moment de l'indépendance. Elles pourraient être récupérées par l'État malgache puis rétrocédées aux paysans.

Madagascar s'achemine vers le règlement d'une question particulièrement épineuse depuis 56 ans: le sort des «terrains coloniaux». Depuis l'accession de la Grande Île à l'indépendance le 26 juin 1960, d'immenses surfaces foncières sont en souffrance. On parle d'1,5 millions d'hectares et même peut-être 2 millions.

«De grandes superficies ont été délimitées dans les régions privilégiées par l'administration coloniale pour leur grand potentiel agricole: Itasy,

Ambatondrazaka, la côte Nord-Ouest (Nosy Be, Ambilobe, Ambanja, Analalava), Sainte-Marie, le long de la côte Est entre Toamasina et Manakara, l'Ouest (Betsiboka, Miandrivazo), le Sud (Mandrare)», indique le journal «La Tribune de Madagascar».

Les exploitations étaient essentiellement dédiées aux cultures de du café, du cacao, du girofle, de la vanille, du poivre et d'ylang-ylang mais aussi à la production de céréales (riz et maïs). On trouvait également quelques cultures industrielles comme le sisal, le tabac, le coton, la canne à sucre...

Ces immenses exploitations appartenaient aux colons venus de France métropolitaine mais également de La Réunion. Et au moment de l'indépendance, vu leur statut juridique n'a pas été tranché. «Il y a les parcelles abandonnées par leurs propriétaires, qui demeurent toute-

fois immatriculées sous leurs noms. Il y a les concessions transférées à l'État malgache. Enfin, il y a les exploitations reprises par des héritiers ou rachetées par des sociétés agricoles. Actuellement, la plupart de ces concessions sont occupées par des paysans autochtones, des migrants, ou des descendants d'ouvriers agricoles. Ils sont assimilés à des 'squatters' et leur sécurité foncière reste précaire, parfois depuis des décennies», indique La Tribune.

Le président se saisit de la question

La question n'a jamais été réglée mais cette fois-ci, les institutions malgaches semblent bien décidées à en finir avec ce serpent de mer en attaquant la question de front. L'Assemblée Nationale de la Grande Île a proposé un premier texte de loi qui a été rejeté par la Haute Cour Constitutionnelle. Mais le président malgache, Hery Rajaonarimampianina, s'étant personnellement saisi de la question, un nouveau projet de loi pourrait être examiné dans les mois qui viennent. «Les terrains de grandes surfaces titrés mais abandonnés par leurs propriétaires depuis de nombreuses années, seront transférés à l'État qui, ensuite, les cédera aux occupants qui les avaient mis en valeur.»

Le chef de l'État malgache s'est bien gardé de parler directement des terrains des anciens colons mais le sujet est parfaitement compris de tous et son règlement est très attendu car le flou a parfois engendré des drames et des conflits fonciers meurtriers dont la Grande Île se passerait bien pour envisager un développement économique attendu par toute la région.

Le JDM.

Solidarité

Les jeunes du secours catholique de La Réunion (re)découvre Mayotte



Les jeunes Mahorais ont fait découvrir les beautés de notre îles aux Réunionnais (Photo: JIR)

Dix jeunes bénévoles réunionnais du Secours Catholique ont rencontré le mois dernier leurs homologues de Mayotte. Une semaine d'échanges au cœur de Kaweni.

Ils s'appellent les « Young Caritas ». Ils ont de 17 à 30 ans et œuvrent pour le Secours Catholique. Leurs missions s'organisent d'ordinaire à la Réunion mais le mois dernier, ces dix bénévoles ont pris la direction de Mayotte. Objectif : rencontrer leurs homologues de Mamoudzou et déconstruire les préjugés qui peuvent parfois brouiller la

communication entre les deux îles. «En sachant que la vision que nous avons des Mahorais n'est pas vraiment positive et qu'il y a trop de clichés sur cette communauté à la Réunion, nous avons voulu travailler sur le vivre-ensemble et même plus, sur le vivre-avec», précise Ludovic Dubois, animateur de réseaux de solidarité au Secours Catholique. Avant le séjour, il avait interrogé les jeunes sur Mayotte : comment ils imaginent l'île et ses habitants. De leur côté, les Mahorais avaient procédé de la même manière. Accueillis chaleureusement par la

délégation du Secours Catholique à Mayotte, les bénévoles ont été hébergés à Mtsangabeach, avec un bus à leur disposition pour visiter l'île. Les deux groupes ont multiplié les rencontres par le biais de débats et d'ateliers théâtre. A travers la cuisine aussi, puisque les jeunes Réunionnais ont préparé un traditionnel carry poulet aux Mahorais, peut-être la meilleure manière d'échanger et de découvrir les différentes cultures. Les « young caritas » mahorais ont eux dansé pour leurs invités.

Rapprocher les îles

Malgré les différences, des relations intenses se sont créées au cours de ce voyage. Ludovic Dubois se souvient de la première visite du quartier de Kaweni. «C'était un moment fort. La partie bidonville leur a fait prendre conscience de la réalité sociale de l'île. Et ces jeunes étaient très fiers de montrer d'où ils venaient». Mais les jeunes Réunionnais n'ont pas fait qu'observer. Ils ont aussi donné un coup de main aux différentes associations locales. Ils ont notamment participé au nettoyage du quartier de Kaweni.

«On aimerait organiser quelque chose dans l'autre sens», explique Ludovic Dubois. «On espère que les Mahorais pourront venir à la Réunion au plus vite». Le Secours Catholique souhaite en effet entretenir cette dynamique et y associer une association mahoraise de la Réunion. Un travail de longue haleine pour continuer de rapprocher les deux îles et leurs cultures respectives.

Le JDM
Avec le JIR